

Études de communication

langages, information, médiations

56 | 2021

Les sciences participatives au prisme des Sciences de l'information et de la communication

Dossier

Introduction

ANDREA CATELLANI, CÉLINE PASCUAL ESPUNY AND BÉATRICE
JALENQUES-VIGOUROUX

p. 7-20

<https://doi.org/10.4000/edc.11349>

Full text

- 1 Soucieuse d'approfondir les liens entre les sciences et la Cité, notamment en impliquant des non-scientifiques ou non-spécialistes à la démarche scientifique de production de connaissances, la recherche participative a connu un essor et une amplitude sans précédent ces dernières années. Partant d'une question et d'une méthodologie de recherche spécifique, cette démarche de recherche originale a ensuite évolué vers une pratique participative institutionnelle, plus globale et plus approfondie. Le champ de ce type de recherche est aujourd'hui suffisamment large et pratiqué pour y consacrer un dossier complet, qui permet d'interroger un aspect spécifique de la participation en tant que pratique au sens large, celui des sciences participatives, au prisme des sciences de l'information et de la communication.
- 2 Historiquement issues de la pensée et des développements de John Dewey (1927) sur les approches participatives, des contributions de Kurt Lewin (1948) et Talcott Parsons (1965), basées sur les assises théoriques de la recherche-action, mais aussi de l'héritage de Paolo Freire au travers des travaux menés sur la *community-based participatory research*, les sciences participatives engagent le chercheur au cœur d'une démarche mobilisant des savoirs hétérogènes, et débouchant potentiellement sur des actions. Et depuis une vingtaine d'années, des méthodologies de recherche, qui postulent un dialogue entre savoirs dits « savants », scientifiques ou académiques, savoirs dits « experts » ou analogiques, et savoirs « expérimentiels » (Gardien, 2017 ; Amaré et



Valran, 2017), ont éclo dans les recherches en sciences environnementales (botanique, zoologie mais aussi géographie) où le recours à des données relevées par des citoyens s'est avéré fondamental et ce, dès la fin du XIX^e siècle, voire avant. Les expressions « *citizen science* » et « *citizen scientist* » sont entrées dans le *Oxford English Dictionary* en 2014. Les sciences participatives questionnent aujourd'hui tous les champs de la recherche en même temps qu'elles se sont institutionnalisées. En juin 2017, la *Charte des sciences et recherches participatives en France* définit celles-ci comme « des formes de production de connaissances scientifiques auxquelles participent des chercheurs, des acteurs de la société civile, à titre individuel ou collectif, de façon active et délibérée¹. »

Une recherche hybride et ouverte

3 Ainsi, partant d'une question très ouverte, « comment chercher autrement ? », pour les uns (Le Crosnier *et al.*, 2013), ou de la question de l'engagement et de l'*empowerment* des citoyens, pour les autres, la recherche participative interroge de multiples niveaux, qu'il s'agisse de la finalité de la science (quelle science aujourd'hui ? quelle place pour les scientifiques ?), de son impact, de sa faisabilité, de son opérativité, de la posture du chercheur... Ce type de recherche affecte les pratiques scientifiques en général, il semble remettre en cause les processus scientifiques ou les méthodologies scientifiques, et modifier ou transformer des pratiques scientifiques, en profondeur ou en surface.

4 Comme le soulignent Chlous *et al.* (2017, 329) :

« Les manières d'associer les scientifiques non professionnels (qu'ils appartiennent à des associations, des organisations professionnelles, qu'ils soient qualifiés de populations autochtones, d'amateurs ou de citoyens "ordinaires") sont multiples [...], et relèvent souvent de philosophies et de finalités très différentes. Elles se distribuent entre des dispositifs académiques relativement centralisés et ordonnateurs, et des réseaux collaboratifs en émergence, multipolaires, très décentralisés et non hiérarchisés. »

5 La notion de recherche participative est ainsi devenue matricielle et se décline en de nombreuses nuances et pratiques distinctes : les sciences participatives, l'*open science*, le *crowdsourcing*, la recherche-action, les sciences post-normales, les sciences citoyennes ou *citizen science*, l'*undone science*... Il est également question de tiers-lieu, de tiers-secteur scientifique et de savoirs alternatifs.

6 Comme le rappellent Houllier *et al.* (2018, 418) :

« ce phénomène ancien, dans les champs de l'histoire naturelle et de l'astronomie en particulier, s'est progressivement ouvert à une grande variété de publics et de disciplines scientifiques, dont la santé durant les "années sida". Le numérique joue aujourd'hui un rôle décisif dans leur développement et entraîne une diversification des formes et des niveaux de participation. Il ne s'agit pas d'un effet de mode mais d'une réponse à l'aspiration des citoyens à participer, dans un contexte d'accroissement du niveau moyen d'éducation et d'innovation technologique et communicationnelle. »

7 Comment définir la participation en contexte scientifique notamment ? Comme une utopie démocratique ? Comme une innovation scientifique ? Comme une exigence sociale ? Surtout, comment analyser en SIC (sciences de l'information et de la communication) la « fabrique » des sciences participatives ? Voici les questions qui animent le projet de ce numéro d'*Études de communication*. Si la participation est un mot-clé incontournable aujourd'hui – il suffit de penser aux enjeux de la participation



au niveau de la politique, de l'innovation, de l'économie, du journalisme « participatif », des organisations en tout genre (de la notion de synodalité dans le monde chrétien au *crowdsourcing* du monde marchand et associatif) –, nous voulons concentrer l'attention sur la façon dont le monde scientifique articule ses pratiques avec la notion de participation en particulier.

- 8 Serait-ce, comme le qualifient Chlous *et al.* (2017, 327), une « figure imposée de notre époque, en conséquence de son aspiration à des modèles délibératifs plus démocratiques et à des rapprochements science-société » ? Les mêmes auteurs rappellent la convergence de deux mouvements, pour expliquer l'essor des sciences participatives : d'un côté, l'augmentation de l'importance d'associer les populations locales à la protection de l'environnement, notamment en Amérique latine, avec l'augmentation de la prise en compte des savoirs de ces populations dans le cadre du « développement participatif » (voir aussi Alexandre *et al.*, 2020, notice « participation ») ; de l'autre, l'entrée en « modernité avancée » et dans la « société du risque », qui met sous tension les formes démocratiques et la place de la science et de la technique, avec « une volonté de rapprocher science et société dans de nouveaux dispositifs et de nouvelles approches » (Chlous *et al.*, 2017, 328).

La valeur accordée aux savoirs

- 9 La recherche participative ouvre donc la question de la valeur accordée aux savoirs, et à celle du savoir produit, co-construit par l'échange issu de la participation. Les sciences participatives postulent que ce savoir, né de la rencontre de différents mondes cognitifs, dépasse les clivages entre savoir scientifique et « profane », et permet l'accès à une compréhension plus complète des phénomènes sociétaux (Le Crosnier *et al.*, 2013 ; Amaré et Valran, 2017). Certains chercheurs relèvent également son utilité et sa nature profondément politique et tourné vers la recherche-action (Billaud *et al.*, 2017).
- 10 Si ce n'est pas un effet de surface, lié simplement à l'impression d'accessibilité et d'ubiquité d'Internet, s'agit-il d'une rupture dans notre façon de construire et d'accéder à la connaissance ? Une rupture de rôle aussi, où l'hybridation décroïssonne, implique, engage et mélange ? Qu'en est-il des recherches ainsi menées : asymétrie ou symétrie des savoirs ? Hétérogénéité des savoirs produits ? Co-production ou juxtaposition des savoirs ? Simple dispositif méthodologique ou véritable posture éthique du chercheur ?
- 11 Au-delà de ces questions, ces pratiques questionnent la méthodologie scientifique et posent aussi bien la question de l'utilité de la science dans la société, et de la place des chercheurs. Elles repensent les liens entre science et société, et ainsi la place accordée aux profanes dans le processus de construction de la connaissance (Ravon, 2015 ; Callon, 1989 ; Bacqué et Biewerner, 2015). En miroir, elles posent également la question de l'ancrage de la recherche dans le monde séculaire et dans la réaction à des sollicitations sociales. Enfin, les notions d'*empowerment* et de participation, qui sont transversales et directement liées à ces pratiques, ouvrent des perspectives de recherche explicitement ancrées dans la Cité.
- 12 Comme déjà rappelé, à l'époque de la « modernité avancée », le surgissement dans l'espace public de problèmes sociétaux complexes, tels que les problèmes environnementaux ou ceux relevant de la santé publique, ont eu pour effet d'invalider auprès de l'opinion publique certaines pratiques habituelles d'une science « normale » basée pour partie sur l'expérimentation en laboratoire, et son élargissement à la société par la science appliquée.



L'approche des sciences participatives, où la réflexion scientifique est portée par une communauté élargie de pairs, surtout si cela se passe dans un contexte de remise en

question et d'incertitude, de polémique et d'urgence (Funtowicz et Ravetz, 1993), ouvre un champ des possibles dont les institutions et les communautés publiques se sont saisies. À la pratique essentiellement scientifique s'est donc ajoutée une demande institutionnelle et parfois politique. Ainsi, l'Agence nationale de la recherche française a lancé en février 2021 un appel à manifestation d'intérêts « Science avec et pour la société ».

Recherche participative et SIC

- 14 Sans nul doute, cette approche conduit à une réflexion communicationnelle et impacte donc les Sciences de l'information et de la communication (SIC). Que doivent faire les SIC quand elles se saisissent des sciences participatives ? À quel niveau placer le curseur de la réflexion : comment analyser les phénomènes de communication à l'œuvre entre les acteurs impliqués dans la recherche participative ? Doit-on considérer la communication comme condition *sine qua non* de la recherche participative ? Comment les mentalités se rencontrent et interagissent entre elles ? Comment la pratique de la recherche participative implique-t-elle un type de communication spécifique entre les différents acteurs qui la mettent en œuvre, acteurs caractérisés notamment par des formes et des niveaux de savoir différents ? Au final, comment les recherches en SIC sont-elles affectées par la pratique de la recherche participative ?
- 15 Certaines recherches ont partiellement abordé cette question. Elles ont initialement exploré la voie de la vulgarisation ou de la traduction du discours scientifique entre chercheurs et profanes. Il s'agit notamment du champ de recherche développé par Yves Jeanneret, Joëlle Le Marec ou Igor Babou – et d'autres encore. Ce type de recherche tend à comprendre ce qui fait qu'un discours relève du discours scientifique, ou bien s'intéresse à la façon dont ce type de discours peut être modifié afin d'être rendu accessible aux locuteurs n'appartenant pas à la sphère des interlocuteurs scientifiques ; ou bien encore, ce type de travaux tend à repérer la façon dont l'information initiale est affectée par les transformations liées aux pratiques de vulgarisation.
- 16 Par ailleurs, en s'intéressant aux questions de participation du public dans la prise de décision environnementale, et en abordant plus précisément les questions de participation, de transparence, de dialogue et d'espace de discussions, les recherches de Martin (2007) ont mis en perspective les processus communicationnels par lesquels les compromis ont été trouvés au travers de processus participatifs sur des communautés natives. Joël de Rosnay (1975, 19) a très vite pointé la nécessité de l'interdisciplinarité pour traiter des questions de nature : « Il s'agit tout d'abord de communiquer un "savoir minimum" en écologie, économie et biologie. Disciplines qui nous forcent aujourd'hui à modifier nos modes de pensée. »
- 17 Autour de l'écologie, et face aux sciences de la nature, de nombreuses propositions seront formulées, qui reflètent encore aujourd'hui nos questionnements actuels. Ainsi, faisant suite aux travaux menés par Bruno Latour (1999 ; 2015 ; 2017) depuis la fin des années 1980 – qui considérait que l'écologie politique tâtonne, ne parvenait pas à faire entrer la nature en politique, notamment parce que les scientifiques doivent redéfinir leurs relations avec la société et revoir la frontière entre science et idéologie, entre faits et valeurs – un autre prisme, celui de la gestion des incertitudes en sciences, va aboutir à une proposition parallèle : celui de la science post-normale. L'intérêt de la science post-normale est aussi d'articuler des points qui sont habituellement disjoints, voire opposés, selon Jacques Theys et Bernard Kalaora (1992, 31) :



« Là où la "science normale" s'attache à opposer "théorie et pratique",

“compréhension et action”, “fait et valeur”, “connaissance et ignorance”, la “science post-normale” cherche au contraire à organiser leur complémentarité. (...) Mais, alors que la “science normale” conduit naturellement à une différenciation de plus en plus poussée en disciplines spécialisées et cloisonnées, la science “post-normale” tente d’organiser leur dialogue. »

- 18 Les réflexions sur l’interdisciplinarité et sur l’engagement personnel du chercheur entraîneront d’autres propositions. Ainsi, Joanne Clavel et Pauline Teillac-Deschamps (2012) considèrent que la transmission de connaissance sur la biodiversité entre les scientifiques et la société civile (citoyens et décideurs) est de mauvaise qualité parce que cette communication tend à proposer une vision figée de la biodiversité. Les auteurs interrogent alors le rôle des scientifiques, la place de leur propre vision du monde au moment où les décisions doivent être prises.
- 19 Observant la réaction de certains scientifiques pour remédier à cela, le politologue américain Pielke (2007) propose une typologie des scientifiques selon leur place dans les processus de décision, aboutissant à quatre rôles distincts : d’une part le « *Pure Scientist* » (transmission de connaissances auprès des décideurs), ensuite l’« *Issue Advocate* » (participation du scientifique au processus de prise de décision de façon partielle), puis le « *Science Arbitrer* » (réponse aux questions des décideurs mais sans participation au processus de décision) et enfin le « *Honest Broker* » (engagement dans les processus de prise de décision, de façon démocratique).
- 20 Hamilton (2008) a également travaillé sur les questions de convergences ou de divergences sur les armes nucléaires et leurs conséquences environnementales. En travaillant sur la collaboration environnementale et la résolution des conflits, Walker (2004) a décrit les modèles collaboratifs environnementaux comme :

« [U]ne communication constructive, ouverte et citoyenne, généralement sous forme de dialogue ; orientée vers le futur ; un accent sur la dimension d’apprentissage ; et un degré certain de partage du pouvoir et d’intervention dans les règles du jeu. » (Walker, 2004, 123, notre traduction de l’anglais).

- 21 Ces réflexions sont évidemment pertinentes au-delà de la sphère des problèmes environnementaux.

La « fabrique info-communicationnelle » des sciences participatives

- 22 Au travers de six articles, ce dossier sur les sciences participatives illustre particulièrement cette multiplicité des points de vue, des questions et tout ce champ de recherche, très en pointe et de plus en plus convoqué dans nos projets scientifiques en SIC : la trame dessinée par les auteurs questionne la participation, pointe le statut du chercheur en Sciences de l’information et de la communication impliqué et engagé dans une recherche participative, retrace les évolutions sémantiques et leurs conséquences sur les recherches, met en regard les questions participatives aux possibilités mais aussi aux limites technologiques. C’est donc la « fabrique info-communicationnelle » des formes participatives des sciences qui est questionnée et interrogée, dans des domaines différents, avec des angles différents. Les Sciences de l’information et de la communication, selon qu’elles sont en surplomb des recherches menées ou qu’elles y sont étroitement imbriquées (en étant alors en même temps approche analytique et partie du terrain analysé), ouvrent un champ des possibles, à la fois théorique et méthodologique. Les questions énoncées plus haut ne sont pas tranchées, mais des



réponses précises et illustrées sont apportées dans ce dossier.

23 Nous avons choisi de suivre une logique scalaire dans la présentation de ces articles, plaçant les réflexions épistémologiques et typologiques sur les sciences participatives avant de glisser sur des propositions scientifiques plus centrées sur des points précis et des études de cas.

24 Ainsi, Florence Millerand propose une réflexion sur les publics qui participent aux initiatives de science participative. L'article présente la réalité très variée des sciences participatives, y compris du point de vue de la façon de les nommer et de les définir. L'auteur focalise l'attention sur un aspect peu étudié de cette réalité, celui des « figures » de l'engagement citoyen. La réflexion est basée sur une synthèse de travaux empiriques sur différents cas de sciences participatives et citoyennes. L'auteure propose une typologie de six figures (des modèles idéaux-typiques) de citoyens « participants », et identifie aussi deux axes pour classer ces différents types : celui de l'engagement (le non-scientifique comme simple fournisseur de données jusqu'au « co-chercheur ») et celui de la distribution de l'expertise et des savoirs (le non-scientifique reconnu comme plus ou moins titulaire de savoirs spécifiques). Cette typologie peut enrichir le regard sur les modes de participation et la diversité des cas empiriques de sciences participatives.

25 L'article de Laurent Morillon, intitulé « Faire science avec les praticiens. Divergences épistémologiques et innovation de rupture », analyse un cas concret où « praticiens et chercheurs des SHS collaborent ». L'attention de l'auteur est focalisée sur un « laboratoire commun » cofinancé par l'Agence nationale de la recherche française (ANR), nommé RiMeC (Réinventer le Média Congrès), et qui associe une entreprise qui organise des congrès médicaux à un laboratoire d'université. Le questionnement porte en particulier sur les « traces » des épistémologies des différentes parties prenantes (praticiens et chercheurs), notamment concernant la définition d'une série de termes clés, à travers une démarche de type inductif et compréhensif. Ce travail a permis d'identifier les divergences entre différentes visions du savoir (interprétativiste mais surtout, dans ce cas, positiviste, interactionniste et constructiviste). Ces divergences ont été gérées via des formes d'adoption et d'hybridation. Dans le contexte de la gestion complexe de la coexistence de différentes mentalités et épistémologies, les résultats du laboratoire ont été moins de l'innovation qu'une production de savoir et une évolution des cultures professionnelles en présence.

26 L'article de Pierre Fournier, Manon Ménard et Elisa Wrembel s'intitule « Expérimenter la recherche-projet en doctorat : applications dans les champs de la santé et du handicap », et ouvre sur le domaine important des recherches dans le domaine médical et de la santé, où la participation a une place importante, et sur les relations interdisciplinaires. Les auteurs construisent un « regard réflexif » sur deux terrains de recherche doctorale en cours, deux cas de recherche-projet (l'un concerne les troubles du sommeil, l'autre l'inclusion d'étudiants autistes à l'université) pour observer les contributions et les limites des aspects participatifs de ces recherches. L'article présente les liens historiques entre recherche en design et participation, pour après se focaliser sur les méthodologies participatives utilisées dans les deux recherches-projets, et les observer de façon réflexive. Les conclusions portent entre autres sur l'utilité des dispositifs de participation pour permettre l'expression des subjectivités et des intimités, des intérêts et positions différentes en jeu.

27 L'article présenté par Amandine Kervella, Aurélia Lamy et Céline Matuszak porte sur la mise en œuvre d'un *serious game*, initialement conçu pour lutter contre la radicalisation des jeunes. Les auteures montrent les différentes étapes parcourues par l'équipe de recherche en collaboration avec différentes parties prenantes du projet. Elles indiquent comment elles ont abouti à la mise au jour de savoirs expérientiels et



comment elles ont modifié le projet pour produire au final un *serious game* d'éducation aux médias. Elles montrent enfin comment cette collaboration a impacté les relations de travail entre les différentes parties prenantes de la recherche. La recherche-action qui se déploie dans l'article est présentée comme produisant des modifications au sein même de la réalité qu'elle a contribué à étudier. La posture de l'engagement des chercheurs dans ce type de recherche est alors revendiquée par les auteures, affirmant l'aspect conscient et volontaire des transformations sociales entraînées par cette recherche.

28 L'article rédigé par Ingrid Mayeur et intitulé « Participation et création de valeur dans la communication des savoirs scientifiques. Les promesses d'*Hypotheses.org* et de *The Conversation* » propose une focale sur la notion de participation au sein de dispositifs médiatiques explicitement dédiés aux sciences. Inscrivant sa recherche dans le cadre théorique élaboré par Yves Jeanneret, l'auteure analyse la promesse communicationnelle de ces dispositifs, et le rôle social de la participation qui en découle. Elle en conclut que ces dispositifs assez différents proposent d'attribuer des valeurs à la circulation des savoirs scientifiques en s'inscrivant pleinement dans un impératif de transparence, en lien avec une visée démocratique, plus ou moins explicite.

29 L'article rédigé par David Francfort présente la *community-based participatory research* (CBPR), que l'auteur replace dans le cadre plus général de l'*undone science*, à comprendre comme l'ensemble des recherches non réalisées, et méritant pourtant de l'être. La CBPR peut sembler assez proche de la science à visée politique proposée par Jerome Ravetz avec la notion de science post-moderne. À vrai dire, la CBPR peut même paraître encore plus engagée. En effet, selon l'auteur, cette façon de pratiquer la science poursuit deux objectifs parallèles : un objectif classique de constitution de nouveaux savoirs, incluant des savoirs profanes, et un objectif d'augmentation de l'*empowerment* des personnes sources des savoirs profanes, c'est-à-dire consistant à augmenter leur capacité d'action politique. Dans la recherche précise évoquée dans l'article, l'auteur pointe la difficulté, voire le refus, de mettre en œuvre ou de reconnaître la participation des citoyens à la construction de savoirs profanes, et ensuite à l'action politique. Cet article rend bien compte d'une recherche effectuée de façon très engagée et des écueils qu'elle peut rencontrer sur le plan médiatique.

30 Les différentes contributions montrent comment les SIC deviennent un réservoir de réflexivité et de potentialités analytiques concernant des pratiques de recherche participatives variées, souvent intégrées dans des dispositifs comme la recherche-action et la recherche-projet. Elles peuvent donc réellement contribuer à mieux comprendre – et à mieux tisser – la « fabrique » info-communicationnelle des sciences participatives. Ces différentes expériences de recherche, très variées, plus ou moins engageantes, montrent bien comment la place du chercheur pose question aujourd'hui, dans ses rapports avec la société, avec le monde. Le chercheur est confronté au fait que le savoir qu'il produit, et qui change parfois son propre regard sur le monde, questionne sa responsabilité de citoyen. Plusieurs questions méritent d'être creusées : celles sur l'éthique et l'engagement au cœur des dispositifs des sciences participatives, et de quels espaces sont à disposition des chercheurs pour en débattre, mais aussi celles de la mise en scène de ces dispositifs et parfois de leur instrumentalisation. Ces questions s'imposent compte tenu de l'engouement et du succès que reçoivent aujourd'hui les dispositifs participatifs dans la Cité.

Bibliography



ALEXANDRE, F., ARGOUNÈS, F. et BENOS, R. (2020). *Dictionnaire critique de l'anthropocène*. CNRS. <https://www.cnrseditions.fr/catalogue/ecologie-environnement-sciences-de-la-terre/dictionnaire-critique-de-l-anthropocene/>.

- AMARÉ, S. et VALRAN, M. (2017). Les recherches actions participatives : un dispositif participatif illusoire ou porteur de transformation sociale ? *Vie Sociale*, 20, 149-162. <https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2017-4-page-149.htm?contenu=resume>.
DOI : 10.3917/vsoc.174.0149
- BACQUÉ, M. H. et BIEWENER, C. (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice*. La Découverte.
- BILLAUD, J.-P., HUBERT, B., et VIVIEN, F.D. (2017). Les recherches participatives : plus de science ou une autre science ? *Natures Sciences Sociétés*, 25(4), 325-326. <https://doi.org/10.1051/nss/2018015>.
DOI : 10.1051/nss/2018015
- BOSTROM, A. et LASHOF, D. (2007). Weather it's climate change? S. C. MOSER et L. DILLING (dir.), *Creating a climate for change*. Cambridge University Press, 31-43.
- CALLON, M. (1989). *La science et ses réseaux : genèse et circulation des faits scientifiques*. La Découverte.
- CHLOUS, F., DOZIÈRES, A., GUILLAUD, D. et LEGRAND, M. (2017). Introduction. Foisonnement participatif : des questionnements communs ? *Natures Sciences Sociétés*, 25(4), 327-335. <https://doi.org/10.1051/nss/2018011>.
DOI : 10.1051/nss/2018011
- CLAVEL, J. et TEILLAC-DESCHAMPS, P. (2012). Les services écosystémiques, un outil politique et non écologique. C. FLEURY et A.-C. PRÉVOT-JULLIARD (dir.), *L'exigence de la réconciliation. Biodiversité et société*. Fayard.
- DEWEY, J. (1927). *The Public and its Problems*. Swallow Press / Ohio University Press Books.
- FUNTOWICZ, S. O. et RAVETZ, J. R. (1993). Science for the post-normal age. *Futures*, 25(7), 739-755. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/001632879390022L>.
DOI : 10.1016/0016-3287(93)90022-L
- GARDIEN, E. (2017). Qu'apportent les savoirs expérientiels à la recherche des sciences humaines et sociales ? *Vie sociale*, 20, 31-44. <https://doi.org/10.3917/vsoc.174.0031>.
DOI : 10.3917/vsoc.174.0031
- HAMILTON, J. D. (2008). Convergence and divergence in the public dialogue on the nuclear weapons cleanup. B. TAYLOR, W. KINSELLA, S. DEPOE et M. METZLER (dir.), *Nuclear legacies: communication, controversy and the U.S. nuclear weapons complex*. Lexington Books, 41-72.
- HOULLIER, F., JOLY, P. et MERILHOU-GOUDARD, J. (2017). Les sciences participatives : une dynamique à conforter. *Natures Sciences Sociétés*, 25(4), 418-423. <https://doi.org/10.1051/nss/2018005>.
DOI : 10.1051/nss/2018005
- LATOUR, B. (1999). *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*. La Découverte.
- LATOUR, B. (2015). *Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique*. La Découverte.
- LATOUR, B. (2017). *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*. La Découverte.
- LE CROSNIER, H., NEUBAUER, C. et STORUP, B. (2013). Sciences participatives ou ingénierie sociale : quand amateurs et chercheurs co-produisent les savoirs. *Hermès, La Revue*, 67(3), 68-74. <https://doi.org/10.4267/2042/51888>.
DOI : 10.4267/2042/51888
- LEWIN, K. (1948). *Resolving social conflicts: selected papers on group dynamics*. Harper & Brothers.
- MARTIN, T. (2007). Muting the voice of the local in the age of the global: How communication practices compromised public participation in India's Allain Dunhangan environmental impact assessment. *Environmental Communication*, 1, 171-193. <https://doi.org/10.1080/17524030701642595>.
DOI : 10.1080/17524030701642595
- PARSONS, T., SHILS, E. A. et SMELSER, N. J. (dir.) (1965). *Toward a general theory of action: Theoretical foundations for the social sciences*. Transaction Publishers.
- PIELKE, R. S. (2007). *The Honest Broker: Making sense of science in policy and politics*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511818110>.
DOI : 10.1017/CBO9780511818110
- RAVON, B. (2015). Controverses : connaître pour agir ou intervenir pour connaître. Les chercheurs



ignorants (dir.), *Les recherches-actions participatives. Une révolution de la connaissance*. Presses de l'EHESP, 217-222.

DE ROSNAY, J. (1975). *Le Macroscopie. Vers une vision globale*. Seuil.

THEYS, J. et KALAORA, B. (1992). *La Terre outragée. Les experts sont formels*. Autrement.

WALKER, G. B. (2004). The roadless area initiative as national policy: Is public participation an oxymoron? S. DEPOE, J. DELICATH et M. F. ELSENBEER (dir.), *Communication and the public participation in environmental decision making*. State University of New York Press, 113-135.

Notes

¹ <https://www.science-ensemble.org/pdf/charte-francaise-des-sciences-et-recherches-participatives.pdf>.

References

Bibliographical reference

Andrea Catellani, Céline Pascual Espuny and Béatrice Jalenques-Vigouroux, "Introduction", *Études de communication*, 56 | 2021, 7-20.

Electronic reference

Andrea Catellani, Céline Pascual Espuny and Béatrice Jalenques-Vigouroux, "Introduction", *Études de communication* [Online], 56 | 2021, Online since 23 July 2021, connection on 11 November 2021. URL: <http://journals.openedition.org/edc/11349>; DOI: <https://doi.org/10.4000/edc.11349>

About the authors

Andrea Catellani

PCOM-LASCO, Université catholique de Louvain

By this author

La justification et la présentation des démarches de responsabilité sociétale dans la communication *corporate* : notes d'analyse textuelle d'une nouvelle rhétorique épideictique [Full text]

Justification and Presentation of Corporate Social Responsibility Activities in Corporate Communication: A Textual Analysis of a New Epideictic Rhetoric

Published in *Études de communication*, 37 | 2011

Céline Pascual Espuny

IMSIC, Aix-Marseille Université

Béatrice Jalenques-Vigouroux

LERASS Université Toulouse 3, INSA Toulouse

Copyright

© Tous droits réservés

